



**N° Consultation : 2025EFSPACC742**

---

**Etablissement Français du Sang – Provence Alpes Côte d’Azur Corse**  
**Service Juridique et de la Commande Publique**  
**149, boulevard Baille**  
**13005 Marseille**

**PRESTATIONS DE SECURITE- GARDIENNAGE ET  
TELESURVEILLANCE DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION  
DES PERSONNES ET DES BATIMENTS**

**Procédure adaptée**

Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 et R.2123-5

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

Commun à tous les lots

---

## **SOMMAIRE**

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>6</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Allotissement</b>	<b>6</b>
<b>3.3. Forme du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.4. Estimation du marché public</b>	<b>7</b>
<b>3.5. Durée du marché public</b>	<b>8</b>
<b>3.6. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>8</b>
3.6.1. Principe	8
3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	8
3.6.3. Défaut de recours à un interprète	8
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>8</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>9</b>
<b>5.1. Développement durable</b>	<b>9</b>
➤ Performance énergétique	9
<b>5.2. Dérogation au principe d'exclusivité</b>	<b>9</b>
<b>5.3. Vérification et admission</b>	<b>9</b>
<b>5.4. Pénalités</b>	<b>10</b>
5.4.1. Pénalités de retard et de mauvaise exécution	10
5.4.2. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	11
<b>5.5. Sous-traitance</b>	<b>11</b>
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>12</b>
<b>6.1. Réunions de suivi</b>	<b>12</b>
<b>6.2. Relations entre les parties</b>	<b>12</b>
<b>6.3. Obligations du titulaire et confidentialité</b>	<b>12</b>
6.3.1. Obligations générales	13
6.3.2. Devoir de conseil et d'alerte	13
6.3.2 Obligation de résultats	13
6.3.3. Obligations du Titulaire	14

6.3.4. Dispositions en cas de non-respect des obligations	14
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>14</b>
7.1. Modifications relatives au Titulaire	14
7.2. Clause de réexamen	15
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	15
7.4. Evolutions administratives	15
7.5. Evolutions technologiques	16
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>16</b>
9.1. Prix de l'accord-cadre	16
9.2. Contenu des prix	17
9.3. Evolution des prix	17
9.4. Avance	18
9.5. Modalités de facturation et de règlement des marchés subséquents	18
9.5.1. Facturation	18
9.5.2. Dématérialisation des factures	18
9.5.3. Délai de paiement	19
9.5.4. Suspension du délai global de paiement	19
9.5.5. Intérêts moratoires	19
9.5.6. Nantissement et cession de créance	19
9.5.7. Renseignement d'ordre comptable	20
<b>10. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>20</b>
<b>11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b>	<b>20</b>
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	20
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	20
11.3. Résiliation pour événements liés au marché	21
11.4. Exécution aux frais et risques	21
<b>12. LITIGES</b>	<b>21</b>



## 13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

21

## 1. DEFINITIONS

**ADS** : Agents de Sécurité qualifié

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**Agent cynophile – AC** : Personne qualifiée chargée d'assurer la protection des biens et des personnes en compagnie d'un chien dressé

**Agrément** : Certificat de qualification professionnelle pour les agents de sécurité et autorisation d'exercer auprès du CNAPS, avant tout démarrage d'activité pour les dirigeants et gérants des entreprises de sécurité privée.

**Autorisation préfectorale préalable** : les activités de surveillance et de gardiennage par des agents privés postés ou circulant sur la voie publique

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Coordonnateur du groupement de commandes** : EFS, représenté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il est désigné « Coordonnateur » dans le CCAP/CCP/les pièces constitutives du présent marché

**Certification APSAD** : la certification APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommage) est une marque de certification qui atteste de la qualité des installations de sécurité incendie (détection, extincteurs, systèmes sprinklers, etc...), des installations d'intrusion, de vidéosurveillance et télésurveillance

**CNAPS** : Conseil National des Activités Privées de Sécurité

**Comptables assignataires** : comptables des Etablissements :

- Pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège.

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre

**Pouvoir(s) adjudicateur(s)** :

- L'Etablissement Français du Sang (EFS)

**PPMS** : Plan particulier de mise en sûreté

**Référentiel** : Documentation définissant les exigences techniques minimales et une méthodologie d'analyse, de solutions techniques, conception, réalisation, maintenance de l'installation

**Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA)** :

- Pour l'Etablissement Français du Sang, le Directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Services** : Prestations objet du marché public

**Sécurité et gardiennage** : Services ayant pour objet la surveillance humaine ou la surveillance par des systèmes électroniques de sécurité de biens meubles ou d'immeubles, ainsi que la sécurité des personnes.

**SSIAP** : Agent qualifié du Service de sécurité incendie et d'assistance aux personnes

**Télé surveillance** : Surveillance à distance, à l'aide de moyens électroniques

**Titulaire de l'accord-cadre** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie l'accord-cadre

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public concerne la réalisation de prestations de sécurité, gardiennage et télésurveillance des équipements de protection des personnes et des bâtiments. Il s'agit notamment :

- De renforcer la sécurité de manière programmée ou en urgence selon la situation sécuritaire de nos sites ou lieux de collectes sur la région PACA et Corse.
- De réaliser la télésurveillance de nos dispositifs de sécurité (dispositifs de protection de travailleur isolé, alarme anti intrusion).

Les caractéristiques techniques des prestations sont décrites dans le CCTP.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES

### 3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles suivants :

- Article L.2123-1 du code de la commande publique ;
- Articles R.2123-1, R.2123-2, R.2123-4 et R.2123-7 du code de la commande publique.

### 3.2. Allotissement

Le marché public est composé de 3 lots définis comme suit :

Lot 1 : Prestations de gardiennage, filtrage, sécurité incendie des sites fixes ou lieux de collecte des départements 13, 84, 83, 04 et 05.

Lot 2 : Prestations de gardiennage, filtrage, sécurité incendie des sites fixes et lieux de collecte des départements 2A et 2B.

Lot 3 Prestations de télé surveillance sur équipements de protection de travailleur isolé et sur équipements d'alarme anti intrusion existants.

### 3.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum par lot pour la première période de 12 mois du présent marché (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

	Montant annuel maximum en € HT	Montant maximum sur la durée totale du marché en € HT (36 mois)
<b>Lot 1 : Prestations de gardiennage, filtrage, sécurité incendie des sites fixes et lieux de collecte des départements 13, 84, 83, 04 et 05</b>	<b>30 000 € HT</b>	<b>90 000 € HT</b>
<b>Lot 2 : Prestations de gardiennage, filtrage, sécurité incendie des sites fixes et lieux de collecte des départements 2A et 2B</b>	<b>10 000€ HT</b>	<b>30 000 € HT</b>
<b>Lot 3 : Prestations de télé surveillance des équipements de protection de travailleur isolé et sur équipements d'alarme anti intrusion existants</b>	<b>6 000 € HT</b>	<b>18 000 € HT</b>

Dans l'hypothèse où le marché serait reconduit pour 12 mois, les mêmes montants maximums définis pour la première période d'exécution s'appliqueront.

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

### 3.4. Estimation du marché public

Le montant annuel estimé par lot est défini comme suit :

	Montant annuel estimé en € HT	Montant estimé sur la durée totale du marché en € HT (36 mois)
<b>Lot 1 : Prestations de gardiennage, filtrage, sécurité incendie des sites fixes et lieux de collecte des départements 13, 84, 83, 04 et 05</b>	<b>29 000 € HT</b>	<b>87 000 € HT</b>
<b>Lot 2 : Prestations de gardiennage, filtrage, sécurité incendie des sites fixes et lieux de collecte des départements 2A et 2B</b>	<b>7 500€ HT</b>	<b>22 500 € HT</b>
<b>Lot 3 : Prestations de télé surveillance des équipements de protection de travailleur isolé et sur équipements d'alarme anti intrusion existants</b>	<b>4 000 € HT</b>	<b>12 000 € HT</b>

Les montants estimés précités de chaque lot sont donnés à titre purement indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Les montants sont évalués en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activités. Les montants énoncés ne constituent en aucun cas un engagement du RPA.

### **3.5. Durée du marché public**

Le marché public prend effet à compter du 01/07/2025 ou à sa date de notification si elle est postérieure à celle-ci, pour une durée ferme de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement 2 fois pour une période de 12 mois.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

### **3.6. Langue d'exécution du marché public**

#### **3.6.1. Principe**

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

#### **3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire

#### **3.6.3. Défaut de recours à un interprète**

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## **4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC**

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - o Annexe 1 L'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) et les délais d'exécution ;
  - o Annexe 2 relative aux sanctions russes
- Le présent CCAP ;



- Le CCTP ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire ;

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## **5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **5.1. Développement durable**

#### **➤ Performance énergétique**

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

### **5.2. Dérogation au principe d'exclusivité**

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Fournitures prévues au présent marché public et ce, sous certaines conditions déterminées ci-après :

- Dans la limite de 5% du montant annuel estimé du lot.

Ou

- Dans la limite de 5% du montant total des bons de commandes émis sur la période donnée par lot.

Le RPA pourra notamment faire appel à un tiers en cas d'impossibilité pour le Titulaire d'intervenir dans les délais contractuels impartis pour l'exécution des prestations.

### **5.3. Vérification et admission**

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des services ont pour objet de permettre au RPA de contrôler notamment que le Titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché public, conformément aux prescriptions qui y sont fixées,
- A réalisé les prestations définies dans le marché public comme étant sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Si le Titulaire du marché ne parvient pas à répondre aux demandes du RPA, ce dernier sera en droit de résilier le présent marché public selon les conditions définies au CCAP.

#### 5.4. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable feront l'objet de factures

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du RPA.

Les pénalités définies ci-après se cumulent entre elles.

Les jours cités au présent article sont des jours calendaires.

##### 5.4.1. Pénalités de retard et de mauvaise exécution

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

##### Lot 1, lot 2

- Tout retard documentaire avant la réalisation de la prestation sur site fera l'objet d'une pénalité de 50€ par document et par jour de retard.

*Exemple : absence de transmission de planning, de documents contractuels, autorisations, agréments, certifications, absence de main courante, synthèse d'évènement tracée, signature du plan de prévention, etc...*

- Tout retard d'exécution de la prestation sur site ou supérieure au délai de prévenance fera l'objet d'une pénalité de 50€ par agent et par heure de retard.

*Exemple : retard d'agents de sécurité sur un lieu de collecte programmée, de réponse tardive à une demande d'intervention urgente, etc...*

- Toute absence d'équipements de protection et de prévention fera l'objet d'une pénalité de 50€ par agent.

*Exemple : absence de détecteur de métaux, absence de port de carte professionnelle, perte de clé ou badge d'accès, etc...*

##### Lot 3

- Tout retard d'exécution de prise en charge d'appel d'équipement de secours ou d'intervention sur site fera l'objet d'une pénalité de 50€ par agent et par minutes de retard.

*Exemple : retard d'assistance à une alerte PTI, de réponse tardive à une demande d'intervention urgente, non application des consignes EFS, etc...*

#### Pour tous les lots

- En cas de défaut de remplacement d'un agent, une pénalité de 50€ par heure est appliquée au delà de 4 heures
- Tout manquement aux dispositions définies dans le CCTP, une pénalité forfaitaire de 100€ par manquement constaté
- En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, livraison des fournitures (à partir de la 3<sup>ème</sup> récurrence), le RPA pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire supplémentaire de 100€ par manquement constaté.

En complément de ces pénalités, dans le cas de l'absence ou du retard d'un agent, les heures non effectuées seront déduites de la facture mensuelle.

#### **5.4.2. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

### **5.5. Sous-traitance**

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (points ... à ... de l'article 6.1 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **6.1. Réunions de suivi**

Dans les jours qui suivent la notification du marché public, le RPA organise une réunion de mise en place, au cours de laquelle sont identifiés les interlocuteurs des deux parties pour la réalisation de la prestation. Lors de cette réunion, sont également fournis les documents nécessaires au démarrage de la prestation (plan de prévention pour chaque site...) et sont rappelés les modalités et le calendrier de démarrage de la prestation.

Le RPA organise annuellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les ans à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public.

Cet état mentionne, notamment :

- La désignation des prestations exécutées.
- Le cas échéant, les prestations rejetées.
- Le montant € HT par référence au cours de la période écoulée.
- Le volume facturé € HT et TTC sur la période considérée.

Ces statistiques sont présentées sous la forme de fichiers informatiques établis sur un logiciel tableur (type EXCEL). Le Titulaire peut compléter cette liste.

### **6.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsable du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

### **6.3. Obligations du titulaire et confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### 6.3.1. Obligations générales

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à la réalisation des prestations de maintenance et avoir veillé pour l'établissement de son offre à la cohérence des éléments techniques fournis par le RPA.

Le Titulaire ne peut pas faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète par rapport aux obligations qui découlent du présent marché public ou non conforme aux règles de l'art.

Le Titulaire s'engage à ce que les prestations de maintenance réalisées durant toute l'exécution du marché public répondent aux besoins techniques et aux impératifs exprimés dans le CCP.

Le Titulaire s'engage également à mettre en oeuvre tous les moyens appropriés pour exécuter les prestations de maintenance, afin d'obtenir des résultats de qualité.

### 6.3.2. Devoir de conseil et d'alerte

Le Titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. À ce titre, il doit présenter au RPA, toutes les propositions utiles de nature notamment à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité des fournitures.

Le Titulaire assure également auprès du RPA un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché public dont il a la responsabilité sans délai à compter de la connaissance de l'événement et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée du marché public.

Par ailleurs, le titulaire informe le RPA spontanément et sans délai de toute difficulté au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché public.

### 6.3.3. Obligation de résultats

Le RPA vise l'obtention de résultats : ceux de la « de la prestation de sécurité, de gardiennage et de télésurveillance des équipements de protection des personnes et des bâtiments » objet du marché public. Ainsi, le Titulaire reconnaît que l'objet dudit marché est au cœur de son métier. Dès lors, le Titulaire est censé être le mieux à même d'exécuter le marché public dans des conditions économiques et techniques optimales.

Par conséquent, le Titulaire a un engagement général de résultat pour l'exécution du présent marché public. À ce titre, le résultat attendu par le RPA consiste au fait d'exécuter les prestations de sécurité, de gardiennage et de télésurveillance des équipements de protection des personnes et des bâtiments.

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché public, un niveau de qualité conforme aux stipulations du marché public et aux normes afférentes.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports d'audit effectués par le RPA sont opposables au Titulaire. Le RPA a la possibilité de se faire assister par les tiers qu'il désigne, pour l'exécution de ces contrôles et mesures.

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou toute autre situation qui affecterait l'exécution du marché public, le Titulaire devra assurer la continuité des prestations.

#### 6.3.4. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

#### 6.3.5. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

#### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.



Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

## **7.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

## **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

## **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures/Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

## **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE PUBLIC**

### **9.1. Prix de l'accord-cadre**

Les prix du marché public sont fermes pendant les 12 premiers mois d'exécution.

Une fois cette période de 12 mois d'exécution écoulée, les prix du marché sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire, à la hausse comme à la baisse.

La demande de révision des prix devra intervenir obligatoirement, sous peine de forclusion, au plus tard 2 mois avant la date d'anniversaire du marché public.

Elle sera nécessairement accompagnée des prix révisés sous un format identique au Bordereau des Prix (annexe 1 à l'Acte d'Engagement).

Les prix révisés, après acceptation, sont appliqués par le RPA à compter de la date d'entrée en vigueur de la reconduction.



## 9.2. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix unitaires, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les services, ainsi que tous les frais de gestion, à l'assurance, les frais de déplacements, de restaurations, ceux liés aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, y compris ceux engendrés en cas de crise sanitaire ou autres ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

## 9.3. Evolution des prix

### ➤ Révision

A l'issue de chaque période d'exécution, les prix du marché public pourront être révisés, à la hausse comme à la baisse, par référence au tarif ou barème public que le Titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

### ➤ Clause butoir et de sauvegarde

En cas de hausse excédant de plus de 3 % les conditions précédentes, le RPA se réserve la faculté de limiter cette hausse à 3 % ou de résilier le marché public sans que le Titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG-FCS, puisse prétendre à indemnité.

### ➤ Arrondis

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en oeuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finals seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités comme suit :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### ➤ Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution du marché public, une hausse des prix du marché supérieure au seuil prévu par la clause butoir. Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

### ➤ Clause de rendez-vous

Une diminution de l'augmentation tarifaire, voire un retour aux prix initiaux du marché, est effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

## 9.4. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

## 9.5. Modalités de facturation et de règlement des marchés subséquents

### 9.5.1. Facturation

Après exécution des prestations ou de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- Les nom et adresse du créancier ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du bon de livraison ;
- La quantité et la désignation des Services exécutés ;
- Le montant hors TVA des Services ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- Le montant total TTC ;
- La date de facturation ;
- Le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### 9.5.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

### 9.5.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission des services/fournitures.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article 5.4 du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

Le RPA se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### 9.5.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

### 9.5.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

### 9.5.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

### 9.5.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- Le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

## 10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

## 11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

### 11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### 11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des

renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.

- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **11.3. Résiliation pour événements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **12. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

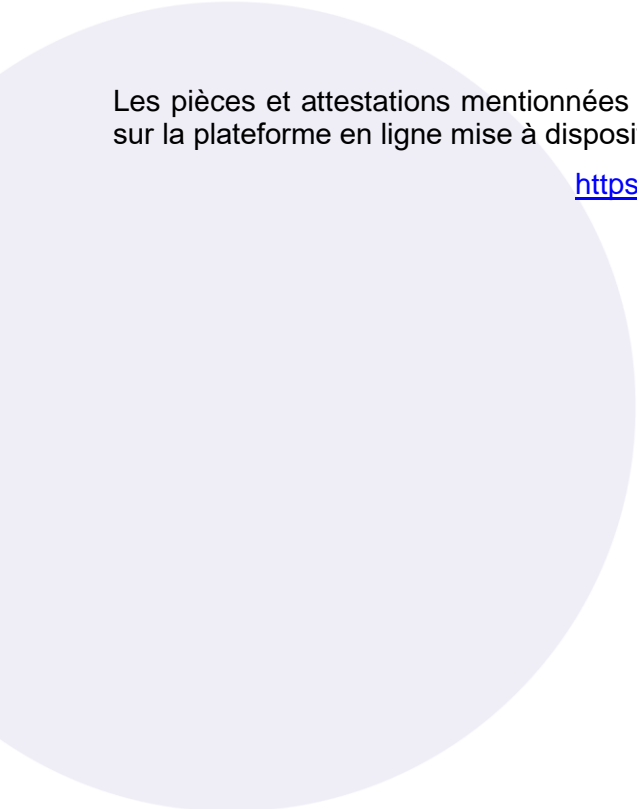
## **13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- D'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- D'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.



Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>